



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

**GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE
MODERNISATION DE L'HOPITAL EDOUARD HERRIOT – PHASE 2
Construction et restauration de plateaux d'hospitalisation**

Pavillon E

Opération n° 210359

**MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION
DE LA SANTE (CSPS)**

Septembre 2025

Sommaire

1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2	MISSION DU COORDONNATEUR SPS – NIVEAU 1	5
1.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.4	DURÉE DU MARCHÉ.....	5
1.5	FORME DU MARCHÉ	5
1.6	DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE	5
1.7	PRESTATIONS SIMILAIRES	5
2	INTERVENANTS.....	6
2.1	CONDUITE D'OPÉRATION.....	6
2.2	MAÎTRISE D'ŒUVRE	6
2.3	CONTRÔLEUR TECHNIQUE (CT)	6
2.4	ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION (OPC)	6
2.5	COORDONNATEUR SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (CSSI)	6
2.6	OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES CHARGÉS DES TRAVAUX	6
3	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
4	ARTICLE 4 : CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMÉMENT DESIGNÉE	7
4.1	COMPÉTENCE DU COORDONNATEUR SPS	7
4.2	INCOMPATIBILITÉ	8
5	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
5.1	IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE.....	8
5.2	POLITIQUE GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DES HOSPICES CIVILS DE LYON	8
5.3	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	9
5.4	CONFIDENTIALITÉ.....	9
6	VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	10
6.1	PHASES ET MISSIONS DU COORDONNATEUR SÉCURITÉ	10
6.2	RÉCEPTION DES PRESTATIONS	10
6.3	DÉLAIS.....	10
6.4	PÉNALITÉS	11
7	AVANCES	11
8	PRIX.....	12
8.1	FORME DU MARCHÉ - CONTENU DES PRIX.....	12
8.2	VARIATION DES PRIX	12
9	RÈGLEMENTS	12
9.1	ACOMPTE	12
9.2	DÉLAI DE PAIEMENT	14
9.3	MODALITÉ DE FACTURATION – CHORUS PRO.....	14
9.4	SOLDE.....	14
10	REMUNÉRATION COMPLÉMENTAIRE POUR PROLONGATION DE DÉLAI	14
10.1	LORS DES PHASES CONCEPTION, RÉCEPTION ET ANNÉE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	14
10.2	LORS DES PHASES PRÉPARATOIRE DU CHANTIER ET RÉALISATION	15
11	DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONCERNANT L'UTILISATION DES RÉSULTATS.....	15
12	ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15

13	RESILIATION DU MARCHE	15
14	ASSURANCE.....	16
15	DROIT ET LANGUE.....	16
16	LITIGES	16
	ANNEXE 1 RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.....	17

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albiigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire », « le prestataire », « coordonnateur SPS » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet,

MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Concernant l'opération :

GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE
MODERNISATION DE L'HOPITAL EDOUARD HERRIOT – PHASE 2
Construction et restauration de plateaux d'hospitalisation
Pavillon E
Opération n° 210359

1.2 MISSION DU COORDONNATEUR SPS – NIVEAU 1

La mission confiée au titulaire du présent marché est une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de **niveau 1** dont le cadre réglementaire est fixé au CCTP.

La mission du coordonnateur sécurité a pour objet:

- De prévenir les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs du chantier de construction concerné, résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants en veillant à ce que les principes généraux de prévention soient effectivement mis en œuvre.
- De veiller à l'intégration de la sécurité dans les ouvrages de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le détail de la mission est contenu dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

La mission du coordonnateur SPS constitue un lot unique et ne sont pas décomposées en tranche.

1.4 DUREE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 13.1. du CCAG-PI, la durée du marché s'étend de la date de l'ordre de service n° 1 suivant la notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux (telle que définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux).

1.5 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché simple à prix global et forfaitaire.

1.6 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par la réglementation, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution. Les présentes dispositions ne font toutefois pas obstacle à ce que le paiement du sous-traitant soit directement effectué par le titulaire du marché, éteignant ainsi à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

1.7 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

2 INTERVENANTS

2.1 CONDUITE D'OPERATION

Il n'est pas prévu au titre de cette opération, de mission de conduite d'opération au sens de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique. Toutefois les prestations correspondantes sont assurées par :

Hospices Civils de Lyon
Direction des Affaires Techniques
49 rue Villon – CS 48283
69373 LYON CEDEX 08

Désignée à cet effet sous le vocable le « conducteur d'opération ».

2.2 MAITRISE D'ŒUVRE

Le maîtrise d'œuvre est en cours de désignation dans le cadre d'un concours sur esquisse.

La mission confiée au maitre d'œuvre est constituée des éléments réglementaires suivants relatifs aux opérations de réhabilitation de bâtiment :

- Etudes de diagnostic - DIA (mission complémentaire)
- Etudes d'Avant-Projet Sommaire – APS
- Etudes d'Avant-Projet Définitif – APD
- Etudes de Projet – PRO
- Assistance à la passation des contrats de travaux – ACT
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse - VISA
- Direction de l'exécution des contrats de travaux - DET
- Assistance aux opérations de réception en pendant l'année de garantie de parfait achèvement – AOR
- Mission de coordination Système de sécurité incendie - SSI (mission complémentaire)
- Mission équipement – EQMT (mission complémentaire)
- Mission de coordination technique et de synthèse – SYNTH (Mission complémentaire)

2.3 CONTROLEUR TECHNIQUE (CT)

Le contrôleur technique est en cours de désignation.

2.4 ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION (OPC)

La mission pourra être confiée à la maitrise d'œuvre ou à un prestataire externe non encore désigné.

2.5 COORDONNATEUR SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CSSI)

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie est confiée à la maitrise d'œuvre.

2.6 OPERATEURS ECONOMIQUES CHARGES DES TRAVAUX

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « les entreprises » ou « les entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

Les prestations à réaliser au titre de la mission sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux en marchés allotis par corps d'états.

Le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon une procédure adaptée avec négociations requérant l'assistance du maître d'œuvre ou un appel d'offres ouvert.

3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG PI, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et son annexe financière ;**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe :**
 - Risques généraux dans les établissements hospitaliers
 - Operations de travaux_Facturation HCL
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)**
- **Programme des travaux**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.** Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- **L'offre technique du titulaire**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4 ARTICLE 4 : CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

L'acheteur considère que la bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour accomplir la mission.

En dérogation à l'article 3.4.3. et l'article (e) du 39.1 du CCAG PI, si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette mission, le titulaire doit immédiatement en aviser l'acheteur et prendre sans délai toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. S'il récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

A défaut de désignation, ou en cas de récusation des remplaçants, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

4.1 COMPETENCE DU COORDONNATEUR SPS

La personne physique, affectée à la fonction de coordonnateur sécurité, doit être compétente au sens des articles R4532-23 à R4532-29 inclus du code du travail.

Par ailleurs, la personne physique exerçant la fonction de coordonnateur sécurité doit en permanence, pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation de compétence visée à l'article R4532-31 du code du travail, sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts exclusifs du titulaire.

4.2 INCOMPATIBILITE

La personne qui exercera la mission de Contrôleur Technique ne peut pas être chargée, dans le cadre de la même opération, de la fonction Coordonnateur sécurité.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

5.2 POLITIQUE GENERALES DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : dpsg.acces@chu-lyon.fr. Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques

sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

5.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.4 CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés par l'établissement hospitalier.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique, ou tout savoir-faire relatif à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des HCL ou d'un tiers.

6 VERIFICATIONS ET ADMISSION

6.1 PHASES ET MISSIONS DU COORDONNATEUR SECURITE

Elles sont décrites dans le CCTP.

6.2 RECEPTION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux articles 28.4, 28.5, 29.1, 29.2, 29.3 et 29.4 du CCAG PI.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision. Il prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. Le cas échéant, la décision susvisée mentionne la date d'effet de l'admission.

Documents	Décisions d'admission
Rapport sur APD	oui
Rapport sur PRO/DCE	oui
Rapport sur notice d'organisation du chantier	oui
Plan général de coordination (P.G.C.)	oui
Projet de règlement CISSCT	oui
DIUO définitif	oui

Toute remise de dossiers ou de documents par le titulaire du marché doit obligatoirement faire l'objet d'un accusé de réception daté, ou la plus tardive des dates figurant sur le document remis sera considérée comme date de remise.

6.3 DELAIS

6.3.1 Phase conception

Le point de départ et la durée des délais d'établissement des différents rapports à remettre sont fixés dans le tableau ci-dessous :

Documents	Délais	Point de départ des délais
Rapport sur APD	10 jours	Date de réception de l'APD par le titulaire
Rapport sur PRO/DCE	10 jours	Date de réception du PRO/DCE par le titulaire
Rapport sur notice organisation chantier	7 jours	Date de réception de la notice d'organisation générale par le titulaire
Plan général de coordination (P.G.C.)	10 jours	Date de réception de la notice d'organisation générale par le titulaire
Projet de règlement du CISSCT	10 jours	Date de réception de la notice d'organisation générale par le titulaire
DIUO	14 jours	Date de réception des dossiers des ouvrages exécutés

L'établissement du plan général de coordination de l'opération se fera à l'avancement des études du projet.

6.3.2 Phase préparatoire du chantier

Pendant la phase préparatoire du chantier, le titulaire exécute les tâches décrites au CCTP.

L'ensemble des prestations décrites au CCTP doit être effectué sans entraîner d'augmentation de la période de préparation des travaux définie à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux éventuellement modifiée par dérogation figurant au CCAP des marchés de travaux des entreprises.

La participation systématique du CSPS aux réunions de chantier est requise.

6.3.3 Phase réalisation

Le dossier des interventions ultérieures ouvert lors de la phase conception est complété tout au long du déroulement des travaux.

La participation systématique du CSPS aux réunions de chantier est requise.

6.4 PENALITES

En dérogation à l'article 14 du CCG-PI, toute carence du titulaire pourra entraîner une pénalité définie ci-après et dont l'application est opérée par le maître d'ouvrage sur les décomptes intermédiaires ou final.

Les montants des pénalités sont fermes et non révisables et s'appliquent sur le montant du présent marché.

Pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard dans la production des rapports et avis en phase conception et chantier, sauf précisions particulières	300 € net de taxe
Pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard dans la production du PGC	300 € net de taxe
Absence à réunion à laquelle il a été convoquée ou conformément à la présence minimale demandée	300 € net de taxe par fait constaté
Seuil d'exonération de la somme des pénalités	500 € net de taxe
Montant maximal des pénalités	10 % du montant du marché (y compris avenants)
En cas de réfaction, minimum appliqué	10% du montant de la phase

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations éventuellement modifié, est expiré.

7 AVANCES

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

8 PRIX

8.1 FORME DU MARCHÉ - CONTENU DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire suivant la décomposition fixée en annexe à l'acte d'engagement.

Le montant du forfait de rémunération est réputé couvrir l'ensemble des frais engagés par le coordonnateur SPS, pour couvrir l'intégralité de sa mission, en particulier participation aux réunions, déplacements, reprographie des documents définitifs et intermédiaires, fourniture des supports papier et informatique.

Le prix est établi en tenant compte des prescriptions du CCTP et des délais prévisibles de réalisation de l'ouvrage

8.2 VARIATION DES PRIX

8.2.1 Mois d'établissement du prix du marché

Le montant du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 correspondant au mois de remise de l'offre finale indiquée dans l'acte d'engagement.

8.2.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie "ING".

8.2.3 Modalités et périodicité de la révision des prix

La périodicité de la révision est annuelle à la date d'anniversaire du marché, courant à compter de la date de notification du marché. Les prestations réalisées lors de la 1^{ère} année de la vie du marché, ne sont pas révisées.

Les prestations réalisées à compter de la 2^{ème} année de vie du marché seront révisées suivant la formule ci-dessous avec l'indice I_m définitif du mois de la date du premier anniversaire de la notification du marché sous réserve du respect du délai d'exécution contractuelle de l'élément de mission : si les prestations sont réalisées avec retard, du fait du titulaire, et en l'absence de prolongation dudit délai, la révision sera calculée en fonction de la date initiale d'exécution des prestations.

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient c de révision donné par la formule :

$$c = 30\% + 70\% \frac{I_m}{I_0}$$

I_0 : Indice ingénierie du mois M_0

I_m : Indice ingénierie au mois de la date anniversaire de la notification du marché

Les prestations exécutées les années suivantes obéissent au même principe.

9 REGLEMENTS

9.1 ACOMPTES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11-2 à 11-5 et 12 du CCAG PI.

9.1.1 Acomptes et fractionnement de la rémunération

La décomposition du forfait de rémunération et les dates d'exigibilité des acomptes sont précisées ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité	Modalités de fractionnement de l'acompte
<u>Phase conception</u>		
Rapport sur études d'Avant-Projet	Date de remise du rapport sur APD	acompte unique
Rapport sur études du PRO/DCE	Date de remise du rapport du PRO/DCE	acompte unique
Rapport sur notice organisation chantier	Date de remise du rapport sur Organisation chantier	acompte unique
Plan Général de Coordination (P.G.C.)	Date de notification de la décision de réception du P.G.C.	acompte unique
Projet de règlement du C.I.S.S.C.T	Date de notification de la décision de réception du projet de règlement du C.I.S.S.C.T	acompte unique
<u>Phase préparatoire du chantier</u>	Fin de la période de préparation de la tranche travaux considérée telle que définie dans le CCAP des marchés de travaux	acompte unique
<u>Phase réalisation</u>	Début de mois suivant le mois de l'état d'acompte	acomptes mensuels au prorata du total de la durée de la phase réalisation exprimée en mois pleins
<u>Phase année de parfait achèvement :</u> Dossier d'intervention ultérieure "définitif"	Date de notification de la décision de réception de la tranche de travaux considérée du dossier d'intervention ultérieure "définitif"	acompte unique

9.1.2 Demandes de paiement

Les demandes d'acomptes seront présentées par le titulaire sous forme de projet de décomptes établissant pour le montant, en prix de base et hors T.V.A., les sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des décomptes par la maîtrise d'ouvrage.

9.1.3 Décomptes

La maîtrise d'ouvrage vérifie les projets de décomptes et y applique, en tant que de besoin, les pénalités ou retenues éventuelles. Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

9.1.3.1 Intervalles entre deux acomptes successifs

L'intervalle entre deux acomptes successifs sera déterminé par l'échéancier défini à l'annexe 2 - Date d'exigibilité des acomptes.

9.1.3.2 Décompte final

Le projet de décompte final établi par le prestataire est accepté ou rectifié par la Maîtrise d'ouvrage qui dresse alors le décompte final en faisant ressortir les éléments suivants :

- le montant initial de la rémunération mentionné au projet de décompte final ;
- les pénalités éventuelles ;
- la rémunération, en prix de base, hors T.V.A., due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission. Cette rémunération qui est la différence entre les deux postes ci-dessus constitue le décompte final.

9.1.3.3 Solde

La maîtrise d'ouvrage détermine le montant du solde :

- en faisant la différence entre le décompte final et le décompte précédent ;
- en ajoutant à ce total l'incidence de la T.V.A.

9.1.3.4 Décompte général

La maîtrise d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final revêtu de la signature sans réserve de l'autorité compétente responsable du marché ;
- la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du décompte général doit être notifié au titulaire du marché quarante-cinq jours au plus tard après la date d'acceptation du décompte final.

Les réclamations éventuelles sur un décompte doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 11.8 du C.C.A.G. P.I.

9.2 DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de **50 jours**.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2010-269 du 29 mars 2013.

9.3 MODALITE DE FACTURATION – CHORUS PRO

Le titulaire envoie ses demandes de paiement obligatoirement **via la plateforme CHORUS PRO** selon l'annexe du présent CCAP.

9.4 SOLDE

Après achèvement de la mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde conformément au CCAG-PI, et selon les modèles de décompte général et de projet d'état du solde fournis par le maître d'ouvrage

10 REMUNERATION COMPLEMENTAIRE POUR PROLONGATION DE DELAI

10.1 LORS DES PHASES CONCEPTION, RECEPTION ET ANNEE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire en cas de prolongation de délai lors des phases conception, réception et année de parfait achèvement.

10.2 LORS DES PHASES PREPARATOIRE DU CHANTIER ET REALISATION

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire en cas de prolongation de délai lors des phases préparatoires du chantier et réalisation, dans la mesure où cette prolongation de délai non imputable au titulaire et demandée en cours de chantier par le maître d'ouvrage, reste inférieure à 10% de la durée initiale du chantier (y compris la durée de la phase préparatoire).

Au-delà de 10% d'augmentation du délai, le titulaire peut prétendre à une rémunération complémentaire dont le montant est au plus égal au montant limite L calculé ci-après:

- Soit D le délai initial égal à la durée de la phase préparatoire du chantier augmentée de la durée de la phase réalisation (délai exprimé en mois)
 - Soit P le délai supplémentaire correspondant à la prolongation (exprimé en mois).
 - Soit F la fraction de rémunération correspondant à la phase réalisation (exprimé en Euros hors taxes)
- Si $P > 0.1 \times D$ alors $L = ((P - 0.1 \times D) / D) \times F$

Ce rajustement ne présente pas de caractère d'automaticité, il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels établissant de façon claire la corrélation entre la prolongation de délai et le montant de la réclamation.

11 DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONCERNANT L'UTILISATION DES RESULTATS

En dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, les dispositions de ne sont pas applicables au présent contrat.

Les livrables dus au titre présent marché ne sont pas grevés de droits de propriété intellectuelle.

12 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des phases précisées dans le marché (les phases sont les éléments de mission de l'Acte d'Engagement).

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

En cas d'interruption du chantier pour une raison indépendante du titulaire, la mission de coordination sera suspendue pendant l'interruption. Aucune rémunération ne sera due au titulaire pour la durée de cette interruption.

13 RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG PI,
- soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI,
- soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI;
 - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 5.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

14 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à demeurer titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle, ainsi que la responsabilité spécifique attachée au rôle de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour une opération de 1ère catégorie pendant toute la durée de sa mission.

Si le titulaire n'était pas en mesure de justifier de l'assurance prévue ci-dessus, il serait obligatoirement remplacé et son marché résilié.

Le titulaire doit pouvoir justifier avant tout commencement de l'exécution du marché, qu'il est en règle avec l'obligation d'assurance établie par la loi. Il doit être autorisé par les assureurs à communiquer son contrat d'assurance au maître d'ouvrage sur sa demande et à lui faire connaître les modifications, suspensions ou cessations des effets éventuels du dit contrat.

Les attestations d'assurances devront être fournies en original ou certifiées conformes par la compagnie d'assurance au début de la mission.

15 DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

16 LITIGES

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents, nés de la coopération de plusieurs entreprises sur un même site tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- La nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- Le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés (Ex : suspension d'activité le temps des travaux).
- Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter **la plus grande vigilance** dans l'exercice de la mission qui leur est confiée notamment vis-à-vis :
 - Des patients hospitalisés, valides, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistance respiratoire...),
 - Des visiteurs,
 - Des autres prestataires extérieurs.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES PRESENTS EN MILIEU HOSPITALIER

Risques liés aux circulations :

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- Véhicules **PRIORITAIRES** des urgences comme les pompiers, SMUR, SAMU,
- Transports sanitaires,
- Véhicules publics ou privés,
- Véhicules de transport de marchandises,
- Cycles.

Circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lits, en brancard, personnes âgées et enfants.

Risques liés à la chimie, biologie et radiologie :

- Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.
- Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'explorations fonctionnelles.
- Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, ... dans les unités de soins et laboratoires
- Rayonnement ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie, ...) dans les services de radiologie et de radiothérapie.

Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement :

- Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse, ...) dans les unités de stérilisation.
- Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.
- Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

Risques liés à la présence d'installations particulières :

- Buanderie,
- Cuisine,
- Ateliers d'entretien,
- Stockages de gaz médicaux, fioul, essence,

- Laboratoires d'analyse ou de recherche.

Risques liés à des interférences entre équipements techniques :

- Certains matériels à proximité des appareils à Résonance Magnétique
- Interférences hertziennes
Ex : le téléphone mobile à cellule